

Briser « le mur de l'argent » !

Category: Arguments et analyses

écrit par Jérémy | 25 juin 2024

Pierre Khalfa et Jacques Rigaudiat – économistes – apportent leur éclairage sur le programme économique de la gauche dévoilé ce vendredi pour les élections législatives. Ils rappellent que, pour le Nouveau Front Populaire, pour ne pas se fracasser sur « le mur de l'argent », il faut reprendre le contrôle de la finance.

Briser « le mur de l'argent » !

Par **Pierre Khalfa et Jacques Rigaudiat**, le 21 juin 2024.

Publié sur le site de [Regards](#).

Le programme du Nouveau Front populaire (NFP) représente une rupture majeure avec les politiques menées depuis des décennies. Il permet d'engager la bifurcation rendue nécessaire par la double crise, écologique et sociale. Comme à chaque fois que la gauche propose des mesures audacieuses, les commentateurs traditionnels de la vie politique s'insurgent, moins contre le contenu précis de ces mesures, que sur la question de leur financement. L'originalité des arguments n'est pas vraiment au rendez-vous et nous assistons ainsi à un débat convenu. Même s'il est donc sans surprise, ce débat n'en est pas moins inévitable, car il renvoie au fameux « mur de l'argent » sur lequel tout projet émancipateur peut se briser.

Il faut d'abord remarquer qu'il n'est pas possible de présenter un programme de transformations profondes qui soit complètement « bouclé » macroéconomiquement,

c'est-à-dire dont toutes les mesures seraient a priori équilibrées. En effet, les modèles économétriques de prévision, qui se veulent l'image fidèle de l'économie telle qu'elle est, postulent par construction une stabilité des comportements, alors que l'objet même des politiques économiques et sociales projetées est de les transformer.

Dire cela n'empêche pas d'avoir pleinement conscience des forces qui voudront contrarier la mise en œuvre du projet et des contraintes qu'elles s'efforceront de lui opposer ; il faut bien sûr, essayer de s'en prémunir. Nous n'insisterons pas sur la nécessaire réforme fiscale d'ampleur, qui vise à la fois à installer une justice fiscale et à redonner des marges de manœuvre financière à la puissance publique. Les baisses d'impôts ou de prélèvements en faveur des ménages les plus riches et des grandes entreprises se sont multipliées, elles coûtent chaque année 76 milliards au budget de l'État ; si on leur ajoute les subventions sans contrepartie accordées aux entreprises, de l'ordre de 170 milliards, qui font de ce modèle un « capitalisme sous perfusion », les marges de manœuvres, on le voit, sont réelles. Cette situation ne date d'ailleurs pas d'aujourd'hui ; déjà, en 2010, le rapport Champsaur-Cotis avait alerté sur ce problème et souligné que « en l'absence de baisse des prélèvements, la dette publique serait d'environ 20 points de PIB plus faible ». La situation n'a, depuis, fait qu'empirer.

Il est vrai cependant qu'une réforme fiscale, aussi importante soit-elle, ne suffira pas à financer les investissements massifs qui sont nécessaires tant pour remettre à niveau et développer des services publics en voie de déshérence, que pour lutter contre le dérèglement climatique. Outre, une remise en cause du

partage actuel de la valeur ajoutée, il faudra donc s'endetter. Nous entendons déjà le cœur de nos contempteurs s'indigner en soulevant le niveau actuel de la dette et du déficit public. Au-delà du caractère convenu du discours, et du fait que le coût des intérêts de la dette n'a représenté en 2023 que 1,8 % du PIB contre près de 4 % à la fin des années 1990, nous ne pouvons balayer cette remarque d'un revers de main. Les turbulences actuelles sur le marché secondaire des obligations d'État ne sont qu'un avant-goût de ce qui risque de se passer si le NFP gagne les élections. En effet, il est clair que les marchés financiers ne vont pas s'accommoder sans réagir de la mise en œuvre d'un programme contradictoire avec leurs intérêts.

[...]

Pour lire la suite de [la tribune de Pierre Khalifa et Jacques Rigaudiat...](#)